

**Décision n° 06-1101**  
**de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**  
**en date du 26 octobre 2006**  
**identifiant et fixant les conditions d'utilisation des fréquences radioélectriques**  
**pour les systèmes de radiocommande de modèles réduits**

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes,

Vu la directive 2002/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à l'autorisation de réseaux et de services de communications électroniques, et notamment son article 5.1 ;

Vu la directive 1998/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, et notamment la notification 2006/42/F ;

Vu la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 1999 concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité, et notamment ses articles 3.2, 4.1 et 6 ;

Vu la décision ERC/DEC/(01)10 de la Conférence européenne des administrations des postes et télécommunications du 12 mars 2001 relative aux appareils de faible portée pour le contrôle des modèles réduits aux fréquences 26.995, 27.045, 27.095, 27.145 et 27.195 MHz ;

Vu la décision ERC/DEC(01)11 de la Conférence européenne des administrations des postes et télécommunications du 12 mars 2001 relative aux appareils de faible portée pour le contrôle des modèles réduits aériens dans la bande 34.995 – 35.225 MHz ;

Vu la décision ERC/DEC/(01)12 de la Conférence européenne des administrations des postes et télécommunications du 12 mars 2001 relative aux appareils de faible portée pour le contrôle des modèles réduits aux fréquences 40.665, 40.675, 40.685 et 40.695 MHz ;

Vu la recommandation ERC/REC/70-03 de la Conférence européenne des administrations des postes et télécommunications relative à l'utilisation des appareils de faible portée, et notamment son annexe 8 ;

Vu la norme EN 300 220 de l'institut européen des normes en télécommunication (ETSI) ;

Vu la décision n° 98-882 du 21 octobre 1998 attribuant les fréquences pour le fonctionnement des installations de radiocommunications de loisir de type radiocommandes de modèles réduits ;

Vu la décision n° 98-883 du 21 octobre 1998 fixant les conditions d'utilisation des installations de radiocommunications de loisir de type radiocommandes de modèles réduits ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L. 32 (12°), L. 33-3 (1°), L. 34-9, L. 34-9-1, L. 36-6 (3° et 4°) et L. 42 ;

Vu le décret 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu les arrêtés du 25 mars 2004 et du 8 septembre 2005 relatifs au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

La Commission consultative des radiocommunications ayant été consultée le 2 décembre 2005 ;

Après en avoir délibéré le 26 octobre 2006 ;

### **Sur le cadre juridique**

L'article 5.1 de la directive 2002/20/CE permet aux Etats Membres, quand le risque de brouillage préjudiciable est négligeable, de ne pas recourir à un système d'autorisations individuelles.

Dans ce cadre, l'article L. 33-3 (1°) du code des postes et communications électroniques met en place un régime de liberté d'établissement des installations radioélectriques n'utilisant pas de fréquences spécifiquement assignées à leur utilisateur.

L'utilisation de systèmes de radiocommande de modèles réduits ne nécessite pas d'attribution individuelle de fréquences et rentre bien dans le champ d'application du régime défini par l'article L. 33-3 (1°). C'est pourquoi l'Autorité, en application de ses compétences établies dans ce domaine par l'article L. 36-6 (3° et 4°), précise les règles concernant les conditions d'utilisation des fréquences identifiées pour ces installations.

En outre, les systèmes de radiocommande de modèles réduits doivent, en application de l'article 3.2 de la directive 1999/5/CE, satisfaire à des exigences essentielles. La norme EN 300 220 de l'institut européen des normes en télécommunication (ETSI), notamment, peut être utilisée à cet effet.

Conformément aux directives 1998/34/CE et 1999/5/CE susvisées, les interfaces radioélectriques définies dans cette décision sont notifiées à la Commission.

## Sur les fréquences

Les décisions ERC/DEC(01)10, ERC/DEC(01)11 et ERC/DEC(01)12 de la Conférence européenne des administrations des postes et télécommunications désignent les bandes de fréquences harmonisées au niveau européen pour l'utilisation de radiocommandes de modèles réduits.

L'Autorité a décidé de mettre en œuvre dans la réglementation française les dispositions des décisions ERC/DEC(01)10 et ERC/DEC(01)12 de façon totalement conforme. Neuf nouveaux canaux sont donc désignés pour l'utilisation de radiocommandes de modèles réduits : les canaux de fréquence centrale 26.995, 27.045, 27.095, 27.145, 27.195 MHz d'une part et ceux centrés en 40,665, 40,675, 40,685 et 40,695 MHz d'autre part.

La décision ERC/DEC(01)11 identifie quant à elle la bande de fréquences 34.995 – 35.225 MHz pour le fonctionnement des systèmes de radiocommande de modèles réduits de type aéromodélisme. Cette bande est actuellement utilisée par les services du ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer. Des travaux sont en cours afin de permettre la libération de ressources spectrales dans cette bande, et ainsi permettre la mise en œuvre de la décision précitée.

Enfin, l'Autorité maintient dans la présente décision les ressources spectrales qui avaient été identifiées dans ses décisions n° 98-882 et n° 98-883, à l'exception du canal centré à 41 MHz qui ne pourra plus être utilisé. En outre, suite à un réaménagement de bandes, les canaux de fréquence centrale 41,1, 41,2, 41,3, 41,4 et 41,5 MHz ne pourront plus être utilisés par des radiocommandes de modèles réduits à partir du 1er janvier 2011.

### Décide :

**Article 1** – La présente décision vise à identifier et fixer les conditions d'utilisation des fréquences radioélectriques pour les systèmes de radiocommande de modèles réduits. Ces systèmes sont uniquement destinés à contrôler les mouvements de modèles réduits sur le sol, sur ou sous la surface de l'eau, ou dans les airs.

**Article 2** – Les systèmes de radiocommande de modèles réduits sont établis librement dans les bandes de fréquences identifiées pour cet usage sous réserve de conformité à la présente décision. Aucune garantie de protection contre les brouillages n'est accordée à ces systèmes. De plus, ces systèmes ne doivent en aucun cas causer de brouillage aux affectataires des bandes de fréquences concernées au titre du tableau national de répartition des bandes de fréquences.

**Article 3** – Les fréquences utilisées par ces systèmes, ainsi que les largeurs de canaux et les restrictions d'utilisation sont précisées dans le tableau suivant.

Bandes de fréquences ou Fréquences centrales	Largeur des canaux	Restrictions d'utilisation
26.810 – 26.920 MHz	10 kHz	
26.995, 27.045, 27.095, 27.145, 27.195 MHz	10 kHz	
40.66 – 40.70 MHz	10 kHz	
41.005 – 41.055 MHz	10 kHz	Modèles réduits de type aéromodélisme seulement Jusqu'au 31 décembre 2010 uniquement
41.055 – 41.105 MHz	10 kHz	Modèles réduits de type aéromodélisme seulement
41.105 – 41.205 MHz	10 kHz	
72.2 – 72.5 MHz	20 kHz	

**Article 4** – Les équipements fonctionnent avec une limite de puissance apparente rayonnée fixée à 100 mW.

**Article 5** – En l'absence d'antenne intégrée, seule l'utilisation d'une antenne dédiée ou d'une antenne dont les caractéristiques sont préconisées par le constructeur est autorisée.

**Article 6** – Les décisions n° 98-882 et n° 98-883 de l'Autorité de régulation des télécommunications sont abrogées.

**Article 7** – Le directeur général de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Journal officiel* de la République française, après son homologation par le ministre chargé des communications électroniques.

Fait à Paris, le 26 octobre 2006

Le Président

Paul Champsaur